

Jean Marc Governatori

**UN AUTRE
MONDE EST
~~POSSIBLE~~
INDISPENSABLE**

ILV-Éditions

Ce livre est imprimé en papier recyclé.

Tous droits réservés à l'auteur.

Copies ou utilisations interdites sans autorisation de l'auteur.

La reproduction et la représentation à titre de copie privée ou des fins d'enseignement et de recherche et en dehors de toute utilisation lucrative.

Ceci, sous réserve que soient indiqués clairement le nom de l'auteur et la source, tels que signalés dans le présent document.

In Libro Veritas, 2012, ISBN : 978-2-35209-546-0

Dépôt légal : Mai 2012

Sommaire

Libérez vous.....	5
- Localiser l'économie	8
- Abandonner le superflu et sortir du productivisme	11
- Prendre conscience de ses responsabilités.....	15
- Mettre en place l'éthique dans la finance	18
- Choisir la santé	21
- Appliquer une fiscalité verte et sociale.....	24
- Donner du sens au travail, et de l'activité pour tous..	27
- Faire s'affirmer la démocratie.....	31
- Réapprendre à vivre ensemble.....	34
- Favoriser le retour à la terre.....	37
Libre !	40

Tous les chiffres cités sont issus des ministères concernés ou de l'Insee

*« Donnez moi l'éducation, je changerai le monde »
(Leibniz, 1646-1716)*

Du même auteur :

Les 3 zéros

Les Solutions sont simples et réalistes

J'ai trouvé 4 emplois en 2 jours

29 mai 2005, qui dit vrai ?

*Oui à une Constitution européenne,
Non au sabotage proposé, Votons blanc*

Vivre c'est possible

Santé Totale

*Politique écologique = Plein emploi
préfacé par Albert Jacquard*

*Doubler son pouvoir d'achat c'est possible
préfacé par Albert Jacquard*

*7 milliards d'affamés insolubles ou 7 milliards de
responsables sereins*

Les 4 solutions à la Crise

*L'écologie, un diamant à 8 facettes
préfacé par Albert Jacquard*

Libérez-vous

Sommes-nous d'accord pour dire qu'un bon diagnostic est utile pour guérir ?

Les causes de nos crises, qui sont des formes de maladies, sont nos façons de vivre et de penser.

Nous nous sommes mis dans la nasse tout seuls. On le verra, et on verra aussi comment en sortir.

Nous sommes au cœur de la plus grave crise de tous les temps. Elle est alimentaire, climatique, écologique, économique, énergétique, démocratique, financière, intellectuelle, politique, relationnelle, sanitaire, sécuritaire, sociale (emploi et logement), scientifique et spirituelle !

C'est une crise de confiance et de conscience. **C'est une crise d'humanité !**

Jamais une population aussi importante n'a été concernée : lors de la Crise de 1929, la Terre comptait 2 milliards d'habitants humains ; aujourd'hui, 7 milliards. La France 30 millions, aujourd'hui, 65.

Ce que nous préparons, c'est encore plus de maladies, de misères, de conflits, et le fait de voir notre carte bancaire refusée, alors que notre compte est approvisionné... Espagnols, Grecs, Italiens, Néerlandais, n'imaginaient pas ce qui leur arrive.

Hélas, tous nos politiques conventionnels ont choisi de faire l'impasse sur les faits. Nous subissons une extraordinaire inversion des valeurs, entretenue par leurs erreurs. Chaque parti croit détenir la vérité et mène une forme de guerre pour s'affirmer. Il insiste sur « l'avoir » (retraite à 60 ans, hausse des salaires...), et oublie « l'être », à travers les responsabilités de chacun par exemple. **C'est grave car tout déficit réduit le champ d'actions. Il tend à ligoter.**

Qu'il s'agisse d'un déficit de relations humaines, de déficits financiers ou de matières premières, ou de déficits écologiques.

Sortir des dettes libère.

Les crises d'aujourd'hui se sont installées après plusieurs décennies de « gestation ». On les a préparées par un lent processus. La croissance économique et les options conventionnelles ne les résoudre pas. Il est temps de regarder le monde d'une autre façon, d'apporter des solutions différentes de celles préconisées jusqu'à aujourd'hui par « les experts ». Nous sortirons des crises avec des décisions individuelles et politiques audacieuses, elles sont pourtant simples et réalistes. Elles sont pratiquées ici et là, en France et ailleurs, et nous gagnerons à les généraliser.

Nos choix de consommations sont un moyen fort de transformer le monde. On peut utiliser moins de produits, moins d'énergies. Réduire ou pas son empreinte écologique, choisir une banque éthique ou ordinaire, prendre soin de sa santé ou pas, éduquer son enfant ou le laisser sous l'emprise d'écrans en tous genres, voter par habitude, révolte, ou avec discernement... sont des choix décisifs.

Consommer des aliments bio et locaux est moins coûteux que consommer des produits chimiques si on s'organise autrement. Une alimentation saine réduit les problèmes de santé, donc les dépenses qui y sont liées : 20% du revenu potentiel d'un ménage, en comptant les dépenses directes et les impôts et taxes concernés.

Notre organisation peut passer de la compétition à la coopération, du mépris au respect, des conséquences aux causes, nous pouvons consommer mieux et moins.

Le mal être de nos enseignants, de nos magistrats, de nos paysans, de nos policiers, de nos soignants et de pans entiers de la population, l'omniprésence de drogues en tous

genres, la situation du Vivant comme celle de nos comptes, exigent que nous changions de voie et de voix.

On peut ôter les chaînes.

La politique digne du XXIème siècle est écologique : écologie démocratique, écologie économique et sociale, écologie éducative, écologie environnementale, écologie financière, écologie fiscale, écologie relationnelle, écologie de la Santé. L'écologisme nous libèrera de nos problèmes ; c'est un mode de relations et d'actions qui transcende la société et tout ce qui la compose.

Ses fondements sont l'éthique, le réalisme, le respect et la responsabilité.

C'est la voie pour la paix et la liberté, elle est expliquée clairement dans ce livret.

**LE CUMUL DES ERREURS EST PLUS GRAVE
QUE LE CUMUL DES MANDATS**

Localiser l'économie

Les faits montrent que le bien être durable requiert de localiser l'alimentation, l'économie, les énergies, la démocratie et les solutions !

Même avec un entraînement parfait et des produits dopants, vous ne battrez pas Usain Bolt aux 100 mètres, donc ne faites pas la course si vous tenez à gagner. Cela est valable pour la France et n'importe quel pays. Notre pays peut sortir des dépendances alimentaires, énergétiques, financières et d'emplois. **Et sortir des compétitions. C'est le cœur de l'écologie économique. C'est une économie de coopération : elle réhabilite la proximité, la ruralité, la petite entreprise et l'artisanat.**

L'écologie économique permet et requiert l'autonomie. Cependant, elle se comprend mieux si l'on intègre qu'elle est intrinsèquement liée à l'écologie environnementale. Les écologistes parlent de sortir du nucléaire. Nous avons raison. Mais il faut aussi sortir des énergies fossiles, de la chimie, de l'OGM et des dépendances. Pour cela, il faut quitter le productivisme et les transports évitables. **Tout est lié.**

Dans l'état actuel des politiques, la coordination est essentielle au succès des diverses initiatives des Etats face à la crise. L'impact de la politique de chacun dépendra des mesures prises par les autres. Mais la coordination entre compétiteurs est difficile. D'où les fluctuations monétaires. Certains voudraient une gouvernance mondiale économique : elle ne se décrète pas. D'autres craignent qu'une gouvernance mondiale malsaine existe déjà. Une voie s'offre à nous, compatible et incitative à une Europe unie : localiser l'économie.

Ce concept n'est pas une utopie, mais une solution alternative au système actuel. Une utopie consiste à vouloir changer les conséquences sans chercher à changer les causes. Nous avons un autre point de vue : pour changer les conséquences, il faut changer les causes ! C'est une vision réaliste, et le réalisme est une valeur.

Cela consiste à faire qu'un pays se suffise à lui-même dans les domaines essentiels : alimentation, communications, employabilité, énergies. On peut aussi pratiquer ce principe au niveau des régions, des départements et même très localement. Gouverner c'est prévoir, et faire dépendre des emplois sur la volonté et la capacité d'acheter d'autres nations, est risqué. Je préfère les pro-Europe que les nationalistes, mais forcer les convergences fiscales et sociales sera néfaste. La convergence est souhaitable, mais d'abord, il faut assainir. Cela ne signifie pas être coupé du monde, se refermer sur soi, nier toute fraternité, fermer les frontières. Au contraire, l'autonomie permet une vraie ouverture durable, car fondée sur le respect mutuel des peuples. Cette nouvelle organisation de l'économie est d'autant plus urgente que les transferts incessants de technologie de l'Occident vers l'Asie nous affaiblissent de plus en plus. De même, l'économie mondiale en réseaux implique que lorsqu'un pays connaît des problèmes économiques, il impacte d'autres pays. Les dépendances commerciales, énergétiques, font « accepter » des violations des Droits de l'Homme. Plus on est dépendant, plus on est fragile. Il s'agit d'être autonome sur l'essentiel. Cela préservera les emplois, les finances, la santé mais aussi l'indispensable biodiversité.

Je rappelle que notre pays dépense chaque année plus de 50 milliards d'euros en achats d'énergies et que selon la Commission européenne, l'économie serait de 1000 euros par an et par ménage, avec une politique d'économie

d'énergies. L'énergie produite est aujourd'hui absorbée à 40% par les bâtiments, 30% par les transports et 20% par l'industrie. On peut choisir de ne plus dépendre du pétrole et de l'uranium, qui seront de plus en plus hors de prix, d'autant que tous nos emplois et notre mode de vie actuel reposent sur ces énergies. L'autonomie énergétique est possible partout dans le monde. Une politique énergétique digne de ce nom repose sur la sobriété, l'efficacité, la diversité, la proximité et la ruralité.

Localiser l'économie réduit les échanges commerciaux. On exportera encore, mais moins. En parallèle, on importera moins, et l'on offrira à nos entreprises locales un plus large marché sur lequel prospérer. « Fort » de nos 70 milliards d'euros de déficit commercial, l'opération sera forcément avantageuse ! Le libre-échange d'aujourd'hui ruine aussi bien les pays faibles que les pays forts, c'est un fait. Localiser l'économie redistribue les cartes équitablement et réduit les pollutions liées aux transports et aux surconsommations. Elle permet une mondialisation pacifique, moins polluante, plus respectueuse des populations, une mondialisation durable.

Cela implique aussi une évolution des mentalités : consommer moins et mieux.

CHOISIR LA PAIX

Abandonner le superflu et sortir du productivisme

Contents ou pas, le fait est que les matières premières portées par notre planète pendant des centaines de millions d'années, ne sont pas illimitées. Certains croient compenser la raréfaction par les technologies, mais elles sont coûteuses, dangereuses et polluantes, qu'il s'agisse du nucléaire ou d'agrocarburant. **Quant au concept de développement durable, il est à dépasser car ce qu'on oublie trop, c'est que notre société, la totalité de nos emplois et le bien être des 65 millions d'habitants de notre pays, dépendent de l'énergie.** Or, plus de 90% des énergies que nous utilisons dépendent des importations, y compris le nucléaire avec l'uranium, mais aussi de produits qui seront taris dans les décennies qui viennent. Et qui seront de plus en plus chers! **Nous avons donc à penser et à vivre autrement, et comprendre aussi qu'il n'y a pas de vie sans biodiversité. Or, notre mode de vie pille et tue.**

Les pollutions qui causent tant de maladies, les souillures de notre si précieuse eau douce, les phénomènes climatiques extrêmes créés par les activités humaines, le productivisme qui dégrade les relations humaines, les problèmes de pouvoir d'achat... dépendent largement de nos surconsommations.

Certains semblent croire que l'humanité a vraiment démarré à partir de la révolution industrielle, voilà 200 ans. Elle a plutôt fait là une mauvaise bifurcation. Si nous avons une approche historique, nous apprendrons que la frugalité fut un mode de vie partagé par la majorité des êtres humains et cela, tout au long de l'Histoire. Ce mode de vie permettait aux gens de vivre avec peu, dans la dignité. Les problèmes naissaient surtout de dirigeants psychopathes, des guerres,

de l'absence de Droit, du manque d'hygiène et d'absences de certaines techniques. Aujourd'hui, des avancées impressionnantes ont été faites, mais pas toujours pour le bien être durable. A nous de trier.

On peut vivre sobrement et écologiquement, même dans le système actuel. A nous d'acheter des produits vraiment utiles à notre bien-être, des produits simples, des produits locaux, des produits frais, des produits vendus en vrac plutôt que des produits emballés pour tromper notre discernement et vider notre portefeuille. C'est nous qui choisissons d'acheter systématiquement ou pas dans une grande surface, alors que tout est fait pour qu'on y achète trop.

Comment ignorer la contradiction fondamentale de l'obsession croissante, austérité ou endettement, deux options qui nous enfoncent dans l'impasse dans l'organisation actuelle? Faire croire que consommer moins, c'est moins de croissance donc plus de chômage, c'est nier les faits. Voilà 60 ans qu'on fait de la croissance : vous avez vu les résultats?! La très large majorité des produits consommés sont importés ou fabriqués par des machines. Faut-il plus d'accidents de voiture pour donner plus de travail aux carrossiers? **Savez-vous que le chômage était insignifiant voilà 50 ans en France, avec trois fois moins de consommation à monnaie constante?** Je précise que la population a augmenté de 50% dans le même temps.

Le choix d'une société de vie, au lieu d'une société de surconsommations, embrasse plusieurs critères expliqués dans ces 30 pages. Pour construire un abri, il ne faut pas que du bois.

Dans la société que je préconise et qu'on construira de gré, ou forcé par les événements, l'autoproduction, la vente directe, l'entraide, le partage, la coopération, les achats collectifs, le troc, l'habitat groupé, la ruralité, la santé, la frugalité heureuse s'affirment. Le « faire soi-même », le

« fait-main », le « fait maison », l'échange de compétences, l'échange de temps, deviennent économiques et intéressants pour tout le monde. Une soupe faite maison est 4 fois moins chère qu'une soupe industrielle. Sans compter l'impact positif sur la santé et le plaisir de faire.

Prêtons-nous livres, dvd... Débarrassons-nous des produits dormant de nos habitations.

Désencombrons-nous! Sachons fuir le conditionnement des produits destinés à augmenter notre consommation et le contenu de nos poubelles. Fuyons les produits complexes, souvent inutiles. Régalons-nous de l'automobile sobre (12% du revenu d'un ménage en moyenne aujourd'hui), ou mieux encore, du vélo ou des transports collectifs! Jouissons durablement du même téléphone portable et de l'appareil photo à fonctions basiques. Choisissons le besoin qui nous fait du bien et pas le désir qu'on nous impose. Préférons l'utile au futile. Une société où règne le « jetable » est une société créatrice de problèmes de pouvoir d'achat. Une société où règne le « recyclable » est une société créatrice de pouvoir de vivre. Nous pouvons nous faire plaisir en achetant mieux et moins. Interdire affiches et dépliants publicitaires réduira les faux besoins. Il ne s'agit pas de revenir à l'âge de pierre, il s'agit de prendre conscience de notre privilège à vivre encore sur une Terre au climat clément, fertile, à l'eau potable et l'air respirable. Agissons pour faire en sorte que les générations futures puissent aussi vivre, et soient meilleures que nous. Choisir de vivre avec moins améliorera notre rapport à l'Autre, notre rapport à la matière, au temps, à l'espace, à soi-même. Abandonner le superflu, c'est aussi préférer l'essentiel à l'accessoire dans nos préoccupations... C'est aussi s'intéresser aux travaux de Tesla et Marchesseau plutôt qu'au dernier Ipad qui sera vite démodé...

L'abondance fictive dans laquelle nous baignons est très dangereuse. Elle est forcément temporaire, les matières premières étant limitées. Les faits montrent qu'elle crée des déficits en tous genres, fabrique de plus en plus de frustrations, mais surtout elle nous détruit.

On quitte alors la réalité et on devient irresponsable.

DÉPENSER MIEUX POUR GAGNER PLUS

Prendre conscience de ses responsabilités

Je préfère la pédagogie à la démagogie : ceux qui ont des problèmes en sont souvent à l'origine.

C'est nous qui détenons les solutions. Pas contents de nos politiques ? C'est nous qui votons (ou pas) ! Nous avons les élus que nous méritons. Les finances ? C'est nous qui élisons ceux qui les administrent, et le désastre de la Sécurité Sociale repose largement sur ce que chacun de nous coûte à la collectivité.

L'organisation et l'évolution d'une société dépendent des règles définies par les politiques et de leur application. En Occident, le citoyen a au moins deux privilèges : il peut choisir par son vote quel type de société il souhaite édifier, mais il peut aussi le faire par ses achats et ses choix de vie. Pour stopper les aberrations, la société sera ajustée par la politique et/ou par le choix de consommation des individus. Certes, notre démocratie est largement perfectible, mais le citoyen dispose du contrôle final dans beaucoup de domaines.

Les lobbies et les financiers ont de l'influence mais au final, c'est le politique qui décide, et nous d'abord. Les pays, les multinationales, les élus craignent l'opinion publique... Si elle s'exprime... La conscience a besoin de voix...

Le pouvoir d'achat de chacun dépend de décisions individuelles et du contexte collectif. **Beaucoup d'entre nous peuvent améliorer leur savoir d'achat et réduire leur vouloir d'achat.** Dans mon livre « Doubler son pouvoir d'achat, c'est possible » préfacé par Albert Jacquard, j'explique ces concepts. On s'aperçoit que sortir notre société du productivisme, reruraliser notre pays, pratiquer

une politique de santé, mieux utiliser les fonds publics, reconnaître l'écologie fiscale, chasseront les problèmes de pouvoir d'achat.

Lorsqu'on recherche le prix le plus bas dans le domaine alimentaire et que par conséquent, on participe à la paupérisation du paysan, sinon à sa disparition, lorsqu'on n'est pas choqué des élevages industriels qui traitent l'animal comme une boîte à chaussures, on s'autodétruit. **Les violences infligées aux autres formes de vie et à notre planète témoignent d'un dysfonctionnement majeur de la collectivité humaine.**

En matière de santé, nous sommes largement responsables par nos choix de vie. En matière de réchauffement climatique et de son accélération, l'impact des activités humaines est incontestable. Mais le quart des trajets automobiles est inférieur à 1 km, la moitié, moins de 3 kms. La France est sur le podium mondial en termes de consommation énergétique par habitant, de pesticides à l'hectare, de consommation d'alcool et de médicaments ! Nous savons les désastres écologiques mondiaux causés par le mode de vie occidental : trop de viande, trop de béton... En matière d'éducation de la jeunesse, les premiers enseignants sont les parents, pas les professeurs des écoles. Un divorce pénible est souvent le fruit d'une union hâtive et/ou de défauts de communication. En matière professionnelle, il est temps de prendre conscience que l'entreprise est un être vivant. Elle fonctionne comme un être humain et lorsque des cellules réduisent la qualité de leur activité ou qu'on demande trop à l'organisme (l'entreprise), les problèmes surviennent. Chaque travailleur de l'entreprise, employé ou patron, a intérêt à la choyer. S'octroyer des salaires mirobolants, faire supporter des frais somptuaires à l'actif social, ou multiplier les débrayages, est néfaste pour tous.

Dans notre société, beaucoup d'éléments s'obtiennent assez facilement, de l'eau du robinet à une aide sociale (30% du PIB de notre pays). La capacité de gratitude est perdue. C'est peut-être l'aspect le plus dramatique de notre société. Vivre sans reconnaissance est un suicide spirituel qui explique bien des problèmes. La reconnaissance est l'émotion la plus belle que nous puissions éprouver ; elle rehausse la qualité de notre vie. Habitons nos enfants à cette attitude. Le plus beau cadeau pour votre enfant, c'est de lui offrir moins. Quand on possède peu de choses, on peut vraiment les apprécier. **On peut faire connaissance avec soi.** Si nous choisissons de faire une monodiète régulière ou un jeûne annuel d'une semaine, nous constaterons combien nous apprécierons le repas de reprise d'alimentation. Et combien nos idées seront plus claires.

La frugalité joyeuse est donc logique. Si on la choisit. Mais si on continue comme on le fait aujourd'hui, elle sera subie et pénible. Nous sommes créateurs, la réalité sera celle que nous déciderons qu'elle soit. Nous sommes maîtres de notre destinée car nous sommes maîtres de nos attitudes, choisir l'éthique par exemple.

**LES RÉSULTATS ÉDUCATIFS SONT PLUS
APPRÉCIABLES QUE LES RÉSULTATS SCOLAIRES**

Mettre en place l'éthique dans la finance

L'écologie financière a vocation à assainir ce secteur. L'industrie financière en est aujourd'hui au stade de l'industrie alimentaire du XIXème siècle. On en mourrait faute de règles.

Une zone européenne réglementée est à construire. L'Union européenne peut adopter unilatéralement un degré supérieur de réglementation financière sans risquer, comme on s'empresse de le dire, la désertion des capitaux. Les impératifs de diversifications sectorielle et géographique rendent compliqué aux investisseurs extra-européens de « faire l'impasse » sur notre marché : L'Europe est la première zone économique mondiale.

Les mécanismes complexes qui régissent les produits financiers sont un danger pour les banques et les institutions financières car ils les détournent de toute gestion prudente des risques. Interdire le recours à la titrisation des crédits, les ventes à découvert et les transactions OTC (produits dérivés) est bienvenu.

Le retour de la banque à sa véritable vocation, à savoir celle d'intermédiaire capable de collecter de l'épargne dans le but d'octroyer du crédit, s'impose. Une séparation claire entre banques d'affaires et banques de détail, sans financement des unes par les autres, est une des premières mesures à prendre pour lancer cette réorientation. De la même façon, il est nécessaire de faire coexister banques publiques et banques privées.

La morale reviendra si l'on exige de la transparence de la part des banques et que l'on condamne les relations qu'elles entretiennent avec les paradis fiscaux. Un affichage dans les halls des banques pour indiquer si elles travaillent avec

des paradis fiscaux, et quels types et lieux d'activités elles financent, informera la clientèle. On interdira les taux d'intérêt variables, car ceux-ci contribuent à ce que les particuliers tombent dans la spirale infernale du surendettement.

La morale se renforcera avec la limitation du revenu des traders et si l'on permet un véritable contrôle des établissements bancaires. Pour cela, il faut stopper la concentration bancaire. Ainsi, les organismes régulateurs ne sont pas surpassés en taille par les établissements qu'ils doivent surveiller. Imposer des minima de sanctions pénales individuelles aux abus de marché (incitation, complicité, tentative de manipulation et manipulation de marché).

Par ailleurs, limiter l'impact de l'informatique dans les opérations est urgent : un temps minimal de validité pour tout ordre entré dans le carnet d'ordres d'une Bourse devrait être imposé. Ce mépris du Temps, ici et ailleurs, crée du mal être durable. De même, on peut limiter les interventions sur les principales matières agricoles, énergétiques et sur les métaux pour empêcher la spéculation, notamment sur le Vivant.

Il sera bon de créer une agence de notation publique européenne indépendante du pouvoir politique, mais il faut aussi mettre en place un appareil commun statistique en matière budgétaire. Par ailleurs, l'instauration au niveau européen d'une taxe de au moins 0.05% sur les transactions financières est une nécessité.

Promouvoir les monnaies complémentaires locales aux côtés de l'euro est un excellent moyen de dynamisation, et de sortie de crise. Créer de la richesse, ce n'est plus le fait de la croissance économique ou des entrepreneurs. Nous sommes arrivés au bout de ce principe de croissance qui reposait sur l'endettement incessant des Etats et des personnes. **Et tout n'est pas quantifiable.** A combien chiffrer une agression ou une maladie évitée ? Les mesures qui

facilitent l'activité, d'aide à la parentalité, d'accès au Droit, celles qui réduisent les facteurs de délinquances et pacifient les relations humaines ont un coût certain, mais le bénéfice est évident, même si il est difficilement évaluable en euros.

Introduire l'éthique dans la finance, c'est cesser de vivre en léguant des dettes abyssales à nos jeunes et tirer les conséquences concrètes de cet endettement croissant intenable. Mais comme tout est lié, l'éthique dans l'action politique est aussi indispensable : faire croire à son électorat, pour lui plaire, que la Crise est causée par l'euro et/ou la BCE, et/ou l'Europe, et/ou les immigrés, et/ou les fonctionnaires, et/ou les syndicats, et/ou les « marchés »... est malhonnête. Ceux qui pensent que la Crise est liée à l'euro et aux taux d'intérêt, remarqueront que le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont hors euro, « battent monnaie » et disposent de taux d'intérêt bas ; ils ont pourtant des problèmes significatifs. Les intérêts sont un garde fou, leur absence incite à endettement. Evidemment, ils doivent être tolérables (moins de 4%). Sur ce point, la BCE peut jouer un rôle pour réduire la pression des marchés. Le TSCG et le MES (Mécanisme européen de solidarité) sont des « solutions » à courte vue. La meilleure façon de réduire cette pression, c'est dépenser moins en vivant mieux. Je rappelle que la dette de notre pays croît de 300 000 euros par minute.

Les crises reposent sur l'irresponsabilité, l'individualisme, la dérégulation le libre échange, le productivisme, le machinisme à tout va, et la politique de la maladie qui pille les comptes financiers (4200 milliards pour le monde, 240 milliards d'euros pour la France en 2011).

**ET PENDANT CE TEMPS,
LES GLACIERS ALPINS FONDENT**

Choisir la santé

Les déficits d'épanouissement personnels, relationnels, écologiques sont au moins aussi grands que les déficits financiers. La santé des êtres est tristement comparable à la santé des comptes. Vous aurez peut être noté dans mon précédent livre sur les 4 solutions à la Crise que la part des dépenses maladies par rapport au PIB, en France, en Europe et aux Etats-Unis est largement supérieure à tout déficit financier.

La meilleure source financière mobilisable, c'est la réduction du coût de la maladie. Elle nous coûte plus de 200 milliards d'euros par an (3% pour le préventif, 97% pour le curatif)! Et ce n'est que le coût direct. La mauvaise santé induit beaucoup de souffrances et de lourds coûts collatéraux. Pratiquer une politique de santé implique de limiter largement nos actions collectives et individuelles polluantes. **Le propre de l'Ecologie c'est de remonter aux causes, et cela est une nécessité en tous domaines.** Les avantages sont significatifs tant pour notre santé que pour l'environnement, les comptes publics et notre portefeuille. Savez-vous que les médicaments se retrouvent dans les eaux par le biais des urines, même après station d'épuration?

La large majorité des maladies et décès reposent sur 6 causes évitables : stress, sédentarité, mauvaise alimentation en qualité et quantité, alcool, tabac et environnement pollué. A partir de ce constat, il est difficile de justifier des recherches si coûteuses, des systèmes médicaux si onéreux, alors que la majorité des problèmes de santé reposent sur nos choix de vie.

Parvenir à un bon niveau de santé requiert de bons comportements individuels et des décisions collectives :

éducation à la santé, éducation thérapeutique, activité physique, alimentation bio plutôt végétale, arrêt de l'utilisation de produits de chimie de synthèse et de l'expérimentation animale (l'animal n'est pas un modèle biologique fiable pour tester des médicaments), respect de l'environnement, fourniture d'une eau saine, réduction du brouillard électromagnétique d'origine humaine, choix d'une vie paisible, fin des bruits violents, coopération des médecins, des praticiens de santé et des médecines, conventionnelles ou pas.

On pourra structurer, organiser et professionnaliser les approches non conventionnelles qui peuvent être alternatives ou complémentaires. Liberté thérapeutique, liberté vaccinale, ont aussi leur place dans cette écologie de la Santé.

Si nous acceptons de vivre dans le stress permanent, si nous continuons de choisir une société productiviste, la santé s'éloignera de plus en plus. Le calme, le respect, la responsabilité et l'amour sont les piliers de la santé. Tout est lié.

Des décisions simples qui dépendent de notre bon vouloir et qui nous permettent de veiller à notre santé mais aussi décharger la collectivité. Notre Sécurité sociale et ses cotisants ne supporteront plus longtemps notre politique de la maladie. Cela n'est pas du au vieillissement de la population puisque la cause n° 1 des décès avant 65 ans est le cancer. Dix millions de personnes sont prises en charge à 100% par la collectivité pour des affections de longue durée.

Le législateur peut décider que les laboratoires pharmaceutiques aient une obligation de consacrer un pourcentage de leur C.A. à l'éducation à la santé.

Les enjeux financiers des multinationales sont tels qu'on peut s'inquiéter de la justesse des principes de la médecine occidentale. Ce serait une catastrophe pour des intérêts très

puissants que les gens soient simplement en bonne santé, ou guérissent trop vite.

Soit on promeut l'éducation à la santé, soit on multiplie hôpitaux, médicaments, soignants et... maladies. Tout cela est intenable financièrement, l'action constructive est urgente. L'objectif n'est pas de réduire les remboursements ou de mal assurer, il est question de préserver la santé.

L'espérance de vie s'est améliorée mais les faits montrent qu'on peut faire beaucoup mieux. Les 210 000 médecins qui voient chaque jour un million de patients sont bien placés pour aider à modifier les comportements, mais il faudra dépasser la médecine curative car elle est de plus en plus comptable.

La meilleure médecine se pratique tous les jours par la façon de vivre. Voilà pourquoi il est capital qu'au lieu de se concentrer sur la maladie, on commence à étudier la santé et les facteurs dont elle est le résultat (comportement, nutrition, pensée, respiration...).

Le rôle de l'entourage n'est pas anodin.

On commence à se rendre compte que le psychisme est pour quelque chose dans les maladies, à pénétrer enfin le côté subtil de l'être humain...

Tout est lié. Pas de politique économique efficace sans politique de santé. La politique de la maladie plombe les comptes. Mais pas de politique de santé sans bonne politique énergétique. Les énergies fossiles créent des maladies, le nucléaire prépare des désastres. Mais la politique agricole est aussi déterminante, comme la politique fiscale !...

**NOTRE 3A SERA SOLIDE
QUAND NOTRE POLITIQUE DE SANTÉ SERA 3P :
PRÉVENTIVE, PERSONNALISÉE ET PARTICIPATIVE**

Appliquer une fiscalité verte et sociale

Le thème est souvent abordé mais sans résultat concret ni justifié. Par exemple, prélever l'impôt sur la fiche de paye serait coûteux pour les entreprises et l'Etat, selon un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires.

Une mesure forte serait **de remplacer la TVA classique par une TVA sociale et écologique** dont le produit réduira les charges sur le travail. Elle améliorera le pouvoir d'achat des plus démunis et incitera chacun à consommer mieux : TVA réduite sur les produits de première nécessité, les produits bio, en vrac, les vélos, les produits à fort contenu de main d'œuvre, ceux à faible consommation d'énergie... et élevée sur les produits importés, ceux emballés, **ceux issus de machines**, les produits à forte consommation électrique, les produits superflus, ceux de luxe ou de marque par exemple, la viande issue d'élevages industriels, les boissons sucrées...

Je rappelle que l'organisation actuelle de notre société et notre consommation alimentaire trop d'origine animale gaspillent et polluent un bien essentiel : l'eau (produire un kilo de viande requiert, en moyenne, 7 kilos de céréales soit 10 000 litres d'eau douce). On peut mettre en place une taxation progressive de l'eau, comme de l'électricité et du gaz mais aussi un système de prix de l'essence variable à la pompe en fonction de la puissance de l'automobile (avec un seuil de 140 grammes de CO2 par exemple).

Une TVA intelligente favorise le produit recyclable et décourage le produit polluant. Dans un monde idéal, il y a zéro déchet, dans un monde évolué, le déchet devient une matière première.

Notons que le relèvement de 1 % des taux de TVA rapporte

près de 10 milliards au budget de l'Etat. Mais 1 % de CSG en plus, c'est aussi environ 10 milliards de plus. Mais cela reste insuffisant par rapport au déficit (100 milliards).

L'écologie fiscale est efficace : donner la capacité de sanction à la Cour des Comptes et aux Chambres des Comptes régionales avec un vrai contrôle de l'utilisation des fonds publics, annuler progressivement ces 10 milliards d'euros de dépenses publiques néfastes pour l'environnement (exonération de TVA sur le kérosène, TVA à taux réduit sur les pesticides...), inciter l'épargne individuelle des ménages et des entreprises vers les investissements écologiques par la création d'un livret vert, **agir pour que l'Union européenne instaure une taxe à ses frontières, proportionnelle aux transports des produits**, une taxe carbone, création d'un impôt sur les supers profits du CAC 40 destiné, sur 10 ans, au remboursement de la dette de notre pays... Les grands groupes qui détruisent des emplois en France, paient 2 fois moins d'impôts que les PME selon le Conseil des Impôts. Même constat pour les particuliers riches.

Mettre de la morale dans l'impôt est indispensable. Les fraudes fiscales et sociales sont inquantifiables précisément, mais elles sont de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards d'euros. L'urgence étant ce qu'elle est, la morale et le réalisme appellent une taxation à 90 % sur la part des revenus excédant 300 000 euros annuels. **Je comprends très bien des revenus individuels différents, mais la décence demande certaines limites. L'inégalité est acceptable lorsque le moins bien loti peut se loger dignement, bénéficie d'une nourriture saine, peut se déplacer et a accès à la culture.**

Une alternative à l'ISF est l'obligation d'investissement dans des microprojets alternatifs et non polluants. En faisant ainsi, on ne pille pas le patrimoine des riches, on veut qu'ils

investissent ailleurs qu'en Bourse !

Dans notre pays, un milliard d'euros suffiraient pour lancer 20 000 initiatives originales. Cela représente un investissement d'un million d'euros pour chacun des 1000 plus riches, ce qui n'ébranlera pas leur richesse. **La réalisation de ces 20 000 projets créerait des emplois, susciterait des vocations, donnerait de l'énergie, stimulerait des espérances et offrirait surtout un nouveau point de vue.**

Cela dit, il faut se dire la vérité et regarder les faits : même si on redistribuait 100% de la fortune des 500 plus riches (ce qui correspond à 14% du PIB), ce serait insuffisant. Ces 272 milliards d'euros ainsi collectés, partagés entre les 8,2 millions de pauvres recensés par l'INSEE, donneraient un versement de 33 000 euros à chacun, ce qui leur permettrait difficilement de vivre toute une vie.

Dans la civilisation que nous construirons, on peut espérer que le fortuné comprendra de lui-même que l'intérêt de tous, donc de ceux qu'il aime, lui y compris, c'est que son aptitude à créer de la richesse financière alimente toute la collectivité.

Mais une fiscalité équitable, efficace, est aujourd'hui indispensable : elle permet la prise en charge des personnes dépendantes à cause de l'âge ou du handicap, l'aide aux familles monoparentales (une famille sur cinq est concernée, elles sont très touchées par la Crise), elle oriente la consommation, prélève sans décourager, préserve l'avenir, permet d'assurer les services publics sur tout le territoire, et contribue au plein emploi.

**LORSQU'IL N'Y AURA PLUS D'OXYGÈNE À
RESPIRER,
IL N'Y AURA PLUS DE COTATION EN BOURSE**

Donner du sens au travail, et de l'activité pour tous

Sécurité des biens et des personnes, sécurité sociale, sécurité alimentaire, sécurité sanitaire... Tout est lié et repose largement sur l'activité. Les causes de la délinquance sont la désespérance, le sentiment d'injustice, **l'inactivité**, l'impunité, les défauts d'éducation, le manque d'amour et d'écoute. On sait aussi que la désocialisation complique l'employabilité, et favorise la maladie comme la délinquance.

Revoir l'éducation est une priorité. L'autonomie est l'objectif. Il faut donc privilégier l'éducation au savoir-être (sens des responsabilités, respect des engagements et des différences), l'éducation au savoir-faire, valoriser les activités en lien avec la nature et l'animal, la sensibilisation à la santé, aux économies, et multiplier les ponts avec les entreprises. C'est l'écologie éducative.

Je note que les entreprises qui sont dans les principes de l'Economie Sociale et Solidaire prospèrent et font partie des solutions. Les rôles économique, environnemental, relationnel et social, de l'entreprise sont à clamer et à obtenir ! Même lorsqu'il s'agit de grandes entreprises.

Mettre en reliaison les chômeurs ayant un projet commun ou complémentaire, privilégier les petites entreprises (où les relations sont plus humaines), est indispensable. Promouvoir à grande échelle les microcrédits et les micro-projets, cesser le sabotage du commerce de proximité et de l'artisanat avec ces millions de m² de grandes surfaces autorisés chaque année ; voilà les impulsions qui manquent à notre tissu socio-économique. La première grande surface a pris son envol en France en 1964, l'ANPE a été ouverte

en 1967! Voilà 50 ans, il y avait 4 fois plus de commerçants et d'artisans, et la population active agricole était de 14%. Le chômage était insignifiant, comme les déficits financiers alimentés aujourd'hui par les coûts directs et indirects du chômage.

On a vu qu'une politique de santé, la TVA écologique et sociale, le contrôle de l'utilisation des fonds publics, mais aussi le télétravail qui réduira le coût immobilier pour les entreprises, réduiront les charges liés à l'embauche. La désindustrialisation de notre pays est causée par ces mauvaises gestions.

Qu'il soit clair aussi que le machinisme à outrance et les fusions d'entreprises sont les ennemis de l'emploi.

La meilleure politique sociale, c'est l'Emploi. Il faut savoir que le non emploi coûte plus cher que le plein emploi, et que la durée du chômage est beaucoup plus problématique que le taux de chômage. Etre au chômage 3 mois en étant payé, c'est supportable par l'individu et nos finances. Etre au chômage 2 ans en étant peu payé, c'est insupportable pour le chômeur et pour les comptes publics.

A trop donner sans condition, il n'y a plus rien à donner. Aujourd'hui, ce sont les « méchants » marchés qui financent une partie de notre Sécurité sociale et des revenus de nos fonctionnaires. L'assistantat est une mesure politique très en vogue pour se faire élire mais finalement, il multiplie les victimes et sabote l'indispensable politique sociale. C'est du même acabit que proposer la retraite à 60 ans (1976 : 3,1 cotisants pour 1 retraité, aujourd'hui : 1,4!), l'embauche de fonctionnaires, ou le smic à 1700 euros.

Pour sortir de cette logique électoraliste, un chômeur pourrait être indemnisé en contrepartie d'une activité d'intérêt général après une période à définir. Je rappelle qu'un

million de personnes en France cumulent plusieurs emplois, et que 4 millions d'artisans et chefs de PME dépassent les 60 heures de travail hebdomadaires, avec un gros stress en prime.

Un stage d'un mois des députés et ministres en entreprises les aidera à comprendre problèmes et solutions. Un politique qui décide pour l'Entreprise sans jamais y avoir travaillé est un vrai obstacle au plein emploi.

Il est temps aussi de changer l'approche de la notion d'emploi et de chômage. **L'avenir est dans l'activité.** Substituer, sur la base du volontariat, la notion d'auto-production à la notion de rémunération financière, en aménageant les conditions d'acquisition d'une surface de terre à définir pour le bâti des maisons et l'autosuffisance alimentaire. Ou mieux, d'îlots collectifs en partie auto-construits avec des matériaux sans pétrochimie, comme il en existe ici et là dans le monde, bioclimatiques avec énergie solaire. Cela constitue en soi une éducation fondamentale et une réhabilitation du travail manuel tout en assurant l'essentiel de sa subsistance alimentaire. Un emploi classique n'est pas la solution pour tous. Vouloir insérer tout le monde dans un système de productivité, de compétition, est une erreur grave. Certaines personnes veulent une activité sereine ou simplement vivre autrement ; certains sont plus lents, s'adaptent moins facilement que d'autres. Ils s'épanouiront et serviront la collectivité par une activité associative ou rurale. Il est donc essentiel de promouvoir les activités environnementales très créatrices d'emplois et non délocalisables : ruralité, agriculture, énergies renouvelables, recyclage, aménagement des territoires, conseils et formations, éco construction, gestion des déchets, prévention et réduction des pollutions et risques, protection des écosystèmes, services à la personne, suivis des eaux et forêts,

isolation (qui réduit beaucoup le recours au nucléaire)...

Notre mauvaise politique énergétique coûte plus de 50 milliards d'euros par an aux comptes de la nation. Pourtant, 4 millions de ménages ont consacré plus de 10% de leur budget aux dépenses d'énergie. La précarité énergétique est un fléau en France. Isoler prioritairement ces habitats, c'est donner de l'emploi, du bien être à des millions de personnes, faire du bien à l'environnement, pour finalement un coût nul : le coût de l'isolation est annulé par les économies énergétiques mais aussi par les économies sur les indemnités chômage ! C'est pareil si on instaure un plan de financement pour mettre en œuvre un réseau de 1000 ressourceries et ateliers de réparations d'appareils électroniques, de meubles, de vélos ou encore instaurer une filière dédiée à la collecte, le recyclage et la valorisation des gisements croissants de déchets en tous genres... **Tout cela finalement coûte 0...**

Et une activité qui permette de vivre dignement est le socle de la démocratie.

**LE NON EMPLOI COÛTE PLUS CHER
QUE LE PLEIN EMPLOI**

Faire s'affirmer la démocratie

La démocratie est un mode de gouvernement appréciable mais dont on ne peut attendre qu'il apporte à lui seul la solution à tous les maux de l'humanité. Surtout que peu d'individus savent en quoi consiste cette fameuse « démocratie » ! Essayons donc de sortir du discours passe-partout à l'attention des écoliers, des étudiants laborieux, des foules crédules et des journalistes débutants.

Constatons d'abord que dans les « démocraties » d'hier et d'aujourd'hui, les minorités organisées l'emportent sur la majorité désorganisée. C'est le contraire de la définition commune de la démocratie (principe de la volonté générale).

Vous remarquerez ensuite que 2 pays « démocratiques » portent des structures très différentes :

- Etats-Unis : 330 millions d'habitants, 100 sénateurs et 435 représentants
- France : 65 millions d'habitants, 350 sénateurs et 577 députés

Une population qui fait l'effort de s'informer, de réfléchir, d'agir, de voter avec discernement et qui se met donc à la hauteur de l'idéal démocratique, est indispensable. C'est une population éclairée. C'est pourquoi il y a écologie démocratique lorsque les médias, les partis politiques et les syndicats sont diversifiés et indépendants, lorsque l'éducation amène l'individu au discernement et à un esprit critique constructif, et lorsque les idées minoritaires sont entendues. Le rôle du politique peut être mineur si les citoyens deviennent autonomes et bienveillants.

Internet peut être un outil démocratique mais sans règle, il est aussi un outil de désinformations, de manipulations, de fichages et de crimes (pédophilie, par exemple). Protéger

l'authenticité de ce lien numérique entre les citoyens du monde est un défi pour nos « démocraties ». Les citoyens ont à cultiver une conscience numérique comme ils se forment une conscience écologique. Internet est devenu un moyen pour exprimer la violence en politique avec des professionnels qui manient mensonges et médisances pour manipuler les citoyens. Je rencontre ces agressions.

Il sera bon de remplacer le Sénat et le Conseil économique et social par un Conseil National des Citoyens avec 101 membres volontaires tirés au sort (un par département). Ce serait particulièrement utile pour que les bonnes décisions soient prises et cela mobilisera l'opinion publique.

Adjoindre à chaque élection un référendum sur un sujet de société pour favoriser la participation et associer la population aux prises de décisions, sera un progrès. Des pratiques telles que le référendum d'initiative populaire accessible, le Conseil de Veille citoyenne (qui vérifie l'application des engagements électoraux ou le pourquoi des désengagements), **la reconnaissance du vote blanc**, les Cahiers de doléances, le mandat impératif donné aux représentants (on veut des résultats), une dose de proportionnelle aux élections (pour que tous les courants soient représentés) ou le droit pour la population d'examiner directement l'emploi des fonds publics, pourraient être utilement introduites dans les institutions. Le non cumul des mandats est aussi souhaitable. Un stage régulier et répété des élus dans certaines banlieues et certains pays pauvres, sera très formateur.

Dans l'état actuel des choses, une démocratie parlementaire est préférable à un régime présidentiel où le Président élu se prend pour Dieu. **C'est l'élection des députés à la proportionnelle qui est la mesure décisive. On sort ainsi du binaire droite-gauche où se complaisent tous les conventionnels, du Front de gauche à l'UMP en**

passant par les « Verts ».

Au niveau continental, renforcer les pouvoirs du Parlement européen par rapport à la Commission et au Conseil, sera de bon aloi.

On est enclin à l'acte démocratique si on est serein. Cela requiert, par exemple, un logement digne. Une politique efficace du logement est donc un pilier de la démocratie. Acheter, louer, deviendra plus accessible avec des fonds publics bien gérés qui réduiront impôts et taxes, mais aussi avec des mesures qui éloignent la rareté des logements, comme on le verra. Je rappelle que l'habitat est la principale dépense des ménages et que 20% des Français consacrent plus de 30% de leur revenu à se loger. Enfin, le retraité ignorera la pauvreté subie s'il est propriétaire de son logement : un taux d'emprunt fixe bas permettra à chaque actif de devenir propriétaire, d'où moins de vandalisme, plus de sérénité et de dignité. Mieux vaut payer un crédit qu'un loyer.

Les déficits financiers comme les déficits écologiques sont nuisibles à la démocratie. Une écodictature est possible en cas de pénuries. L'action politique est saine lorsqu'elle contribue à une société durable, lorsqu'elle stimule la participation de tous et les bons comportements des personnes, lorsqu'elle incite à être bon.

L'Etat de Droit va donc de pair avec la démocratie. L'accès au Droit et une justice égale pour tous sont indispensables à son affirmation. Je rappelle que le sentiment d'abandon, le sentiment d'injustice créent des violences dont l'extrémisme politique. La démocratie alimente le vivreensemble et réciproquement.

LA FOULE TRAHIT PARFOIS LE PEUPLE

Réapprendre à vivre ensemble

L'organisation sociétale d'aujourd'hui nous amène à vivre chacun de son côté. On peut faire évoluer ce point aussi. On peut dépasser l'idée de séparation : l'écologie ou l'économie, la droite ou la gauche, le Juif ou le Musulman, l'entrepreneur ou le contemplatif... La conjonction « et », est souvent meilleure que la conjonction « ou ».

Nous avons besoin d'une société dans laquelle la coopération règne. Une communauté pauvre africaine ou asiatique s'en « sort » lorsqu'elle la pratique. Ce nouvel état d'esprit se traduira par le développement de coopératives, du coworking (lieu de travail partagé), du covoiturage, de la colocation, de l'habitat collectif, du troc, des échanges de services, des SEL (Services d'échanges locaux)... mais aussi de monnaies locales aux côtés de l'euro. Dans cette économie, les rapports au sein des entreprises laissent la place aux responsabilités de chacun, le fournisseur est respecté, le client est entendu et participatif, l'environnement est préservé. Les AMAP où le consommateur s'engage à des achats réguliers, où le producteur produit des denrées de qualité, sont un bon modèle.

Pendant des siècles, les populations ont pu vivre et survivre parce qu'elles fondaient les relations sociales sur la coopération. Quelques décennies ont suffi pour changer le paradigme. Faisons en sorte qu'il ne soit agi que d'une parenthèse dans notre Histoire !

Cela permettra de sortir de la ghettoïsation car une société de coopération favorise les échanges culturels et artistiques, les jardins potagers collectifs, les pratiques sportives... Autant de lieux de rencontres qui permettent de mieux connaître l'Autre.

Les religions devraient relier, mais c'est difficile dans un monde de compétitions. Elles sont à respecter.

Généraliser à partir de cas isolés que tous les Musulmans sont des Islamistes radicaux, est une insulte à l'intelligence. C'est comme dire que tous les prêtres sont pédophiles !

Mais la laïcité facilite le vivre ensemble. Et la très large majorité des immigrés est agréable à vivre. Cela dit, notre pays est dénué des capacités à accueillir le monde entier : problèmes d'emplois, logements... Donc il faut cesser de détruire les agricultures des pays d'émigration, les aider en favorisant les microcrédits pour une multitude de micro-projets plutôt que d'allouer des milliards à des dictateurs, soutenir les entrepreneurs locaux...

Chacun a à apprendre de l'Autre. Les 140 000 tentatives de suicide dénombrées dans notre pays sont symptomatiques comme tous ces divorces violents. La vie de couple et l'amour sont largement améliorables. Observer ce qui se passe ailleurs, observer ce qui est différent, appliquer ce qui amène le bien être durable, sont des options salutaires.

La différence est une richesse. Le handicap, par exemple, gagne à être connu et cela commence dès le plus jeune âge : la présence d'enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire est à systématiser. Cela ouvrira le cœur et l'esprit des enfants valides, leur apprendra à respecter les différences. Il faut garantir l'accessibilité de tout, partout, aux personnes handicapées avec une application de la loi du 11 février 2005 (loi pour l'égalité des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées). De même, la citoyenneté passant aussi par l'information ; tout document de lecture doit être adapté pour les malvoyants et aveugles, aussi bien un livre qu'un site Internet ou une carte de restaurant.

Ralentir, recycler, rassembler, respecter, réfléchir, relocaliser, se responsabiliser, réunir...

Ces huit éléments portent l'écologie relationnelle. Nous

avons besoin de trouver la sérénité dans notre relation avec nous-mêmes, avec l'Autre, qu'il soit animal, humain, matière ou végétal. Le respect du libre arbitre est une attitude fondamentale du vivre ensemble, tout comme le fait d'intégrer que notre liberté s'arrête là où commence celle de l'autre. Concilier autonomie, coopération, respect et responsabilité, assure le bien être durable de tous les êtres. Vivre ensemble, c'est aussi cohabiter sereinement au niveau planétaire. Même si les spécialistes constatent une baisse de la natalité partout dans le monde, nous serons bientôt 9 milliards d'humains, donc réduire notre empreinte écologique est indispensable. On connaît les agressions écologiques quotidiennes en Occident, mais il y a aussi les sabotages écologiques perpétrés en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud en matière de gestion des forêts ou d'extraction minière par exemple, avec à chaque fois un impact sur l'eau douce, le climat et la biodiversité ! Basculer dans les pénuries rendrait très conflictuelles les relations internationales et impacterait nos libertés. Et celles de nos descendants... Raison de plus pour établir les Etats-Unis d'Europe, face aux géants sans peur et sans pitié qui s'affirment (Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Russie...). Notre géographie implique une Europe unie, elle dépasse les nationalismes.

Lorsque nous serons civilisés, le commerce mondial de l'armement (1500 milliards de dollars en 2011) sera insignifiant. Lorsque nous serons civilisés, nous respecterons nos « vieux ». Lorsque nous serons civilisés, nous n'agresserons plus les quelques « peuples premiers » qui subsistent sur la planète, pour faire un barrage ou récupérer des pâturages...

Nous cesserons d'être pathétiques, nous aurons appris à vivre ensemble et la ruralité y contribuera.

**LORSQU'UN ENFANT VOLE UN PULL,
IL FAUT S'INTÉRESSER À L'ENFANT, PAS AU PULL**

Favoriser le retour à la terre

Le monde et notre pays ont besoin de retrouver leur ruralité. Je rappelle que pour la France par exemple, le chômage était insignifiant voilà 50 ans, avec trois fois moins de consommation à monnaie constante, mais aussi avec une population active agricole de 14%. Elle est de 3% aujourd'hui et le chômage de 10%.

Une réforme agraire, recenser les terrains abandonnés, permettront de développer les exploitations vivrières dans le cadre d'une agriculture bio. **Parmi les millions de chômeurs, les millions d'inquiets, beaucoup peuvent retrouver là une joie de vivre et du sens.** Et les activités liées à l'agriculture et l'environnement, les petites entreprises et l'artisanat, sont difficilement délocalisables. Dans mon livre « Politique écologique = Plein emploi » préfacé par Albert Jacquard, j'explique ces éléments.

Dans le cadre d'un réapprentissage de la nature, le paysan gagne à être connu. L'activité agricole ne doit plus être considérée seulement comme productrice de denrées, mais aussi comme élément éducatif, génératrice de cadre de vie, de services et d'assurance bonheur. Il n'y a pas d'autre issue que de retrouver les valeurs paysannes qui faisaient autrefois la cohésion spontanée des communautés et le sens commun de l'intérêt général : autonomie, coopération, respect, responsabilité. J'aime évoquer dans mes conférences le B. S. P. : le Bon Sens Paysan. Il reconnaît le L. S. P. en appréciant le Lent, le Simple, le Petit. Il sait que vouloir faire pousser très vite des tomates, un poulet, un compte en banque ou une entreprise, conduit tôt ou tard à des désastres. **Et voir comment les eaux, les énergies, les semences, les terres sont méprisées par les politiciens**

conventionnels, est une offense à la conscience.

La ruralité est aussi une solution aux problèmes de nos banlieues. Mais les villes ne sont pas à anéantir. On peut les ruraliser. Il y aura de plus en plus d'écoquartiers. Comme partout dans le monde avec l'agriculture urbaine, les jardins de Cocagne, les jardins communautaires, les jardins d'insertion, les jardins familiaux, les jardins partagés, les paniers bio, les AMAP (1200 en France)... sont amenés à se développer. Actuellement, les listes d'attente des particuliers qui désirent s'inscrire dans ces systèmes sont longues.

Enfin, vivre dans un environnement sain, c'est aussi choisir son style de vie et son habitat. De plus en plus de personnes, seules ou en couples, en famille voire en projets regroupés, envisagent de se prendre en main afin de maîtriser la construction de leur maison. Les habitations « légères » sont une solution au problème de logement qui est une facette de la crise financière. Cabane, dôme, maison en paille, en carton, en bois ou **en terre**, roulotte, tipi, yourte... Toutes ces formes d'habitats économes, écologiques et diversifiés défendent le respect du droit au logement pour chacun. Elles sont une réponse personnelle au besoin vital de se loger, réduisent au maximum l'empreinte écologique, revalorisent un patrimoine rural à l'abandon, participent à la sauvegarde de la beauté des paysages et font de la frugalité et de la solidarité des principes de vie. Le législateur peut reconnaître et promouvoir ces installations pour y mettre un cadre utile à tous.

En outre, nous perdons en terres agricoles l'équivalent d'un département en moins de dix ans, à cause des constructions en tous genres. **L'urbanisation est un fléau par ses coûts en eau, en sable, en émissions de gaz à effet de serre (à cause du ciment et des transports), et en terres perdues car urbanisées.**

Or en France, 1 500 000 logements vacants et plus de 10

millions de m² de bureaux sont inutilisés. Les réhabiliter ou les reconverter est plus rapide, moins coûteux et moins polluant que de construire. Cet afflux d'habitats fera baisser les prix (voir www.alliance-ecologiste-independante.fr rubrique « Ecologie économique et sociale »).

Les spécialistes expliquent que ce sont les changements climatiques qui ont le plus impacté la vie sur Terre. Notre bien être durable est donc lié à l'évolution du climat qui est le produit d'une interaction complexe entre des phénomènes cosmologiques, l'activité volcanique, les températures, la masse des couches neigeuses, des forêts, la composition des océans mais aussi des terres.

Aller vers la Terre, c'est aller vers la nature, c'est un état d'esprit qui s'autoalimente et qui ouvre les consciences, car tout est lié. Certains penseurs font le lien entre le traitement réservé aux terres, et celui subi par les femmes depuis des millénaires. Dans les deux cas, l'inconscience mâle est la source. Les valeurs féminines (patience, douceur, humilité...) sont à reconnaître après une si longue affirmation des valeurs masculines (compétition, ego...).

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE SONT VITALES !

LIBRE!

Comprendre l'impact de l'ego, il peut être dévastateur. Il va inciter à vivre au dessus de ses moyens, mépriser la Nature, inciter aux mensonges pour paraître meilleur que ce qu'on est, meilleur que l'Autre.

Il est dévoreur d'énergie (et par conséquent de santé), car lorsqu'on s'y soumet, on est très sensible au jugement d'autrui... Beaucoup de faits divers dramatiques, de l'accident de voiture au meurtre, lui sont dus. Aller plus vite que son copain, réagir violemment à un acte qu'on pouvait laisser passer, sont dommageables. Le monde regorge d'egos blessés. C'est pourquoi chacun porte un corps de souffrances : il est la somme des déconvenues, trahisons ressenties, railleries subies, ambitions déçues... Il explique le comportement de nos élus actuels. Mais nous avons le privilège d'être dotés de conscience. Elle est là pour éclairer le chemin : **chacun veut simplement être heureux et la conscience nous dit qu'on peut être heureux simplement.**

Sans nouvelle éducation, il n'y aura pas de solutions durables.

C'est notre choix de bâtir une société, une vie, qui dépassent nos blessures, de préférer la coopération à la compétition, l'humilité à la vanité, l'être à l'avoir. C'est notre choix de rester dans le bocal, tel le malheureux poisson rouge, ou de se libérer. Les schémas réactifs de beaucoup de personnes ne sont en fait pas les leurs. Elles les ont acquis depuis l'enfance, les empruntant de leurs parents, d'expériences plus ou moins bien vécues, de la société et du monde. La plupart des pensées et des désirs qui les traversent proviennent de ce qu'elles ont emprunté à notre société. Ces schémas acquis tendent à empêcher

leur conscience de se faire entendre. **Le mental qui fonctionne en elles aujourd'hui est le mental collectif de la société. C'est pour cela qu'il leur arrive d'être faibles et si malheureuses !**

On pense à leur place.

La France et le monde sont au cœur d'un processus de destructions qui sera de plus en plus pénible. Le projet de société cohérent et réaliste que je viens de vous exposer, prouve qu'il est encore temps de faire autrement dans la joie et la bonne humeur.

On peut choisir d'apprécier la simplicité plutôt que de s'ébahir sur les technologies souvent polluantes et coûteuses. On peut choisir d'estimer la lenteur au lieu de s'extasier devant la vitesse (de croissance du poulet ou du profit) souvent porteuses de mal être durable. On peut choisir de s'apercevoir que le « petit » est la solution au lieu de pratiquer le culte du « grand ». On peut choisir de s'attarder sur les causes plutôt que sur les conséquences : éviter les déchets est 1000 fois plus intéressant que le meilleur incinérateur, cesser de polluer les eaux est plus efficace que la station d'épuration « dernier cri ». Résoudre les causes de la délinquance au lieu de multiplier lois et gardiens de prison. Pratiquer une hygiène de vie au lieu de se tuer à chercher de nouvelles molécules médicamenteuses. Eduquer nos enfants au lieu d'en vouloir aux enseignants, syndicats ou gouvernants.

Trouver le sens de sa vie dans la relation à soi-même, à la planète, à la nature, à l'animal, à la matière, au végétal, et à son voisin, plutôt que dans les drogues, les monologues intérieurs incessants et pénibles, ou les consommations forcenées.

A Rome, pour gagner la faveur du peuple, il fallait lui promettre « du pain et des jeux »...

S'emparer de son pouvoir d'être, humain, ou critiquer

sans résultat, ou encore choisir l'inertie teintée d'impuissance? Reproduire le pouvoir d'indécision dont on accable parfois nos élus?

Etre libre requiert de prendre conscience de sa responsabilité, donc de son pouvoir.

L'Ecologie libère car elle est le respect et la responsabilité. Les pollutions et les déficits emprisonnent car ils ligotent et sabotent l'avenir comme la santé. La vigilance et le privilège du libre-arbitre sont très précieux, ils permettent de rompre les chaînes.

De multiples exemples et initiatives montrent qu'une autre société est possible (voir dernière page).

Oui, on peut se libérer des démagogues, des lobbies, de l'obsession consummatrice, des faux besoins, de son voisin pénible, de son inquiétude sur ce qu'on pense de soi, de ses mauvaises habitudes, de ses émotions négatives, de ses maux, de ses rancoeurs et remords. Oui, ces crises sont une chance!

Reprenez vos esprits, il libère.

ÊTRE AUTEUR DE SA VIE

**OUI, OUI, OUI, OUI UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE.
SURTOUT SI L'ACTION POLITIQUE S'ÉCLAIRE ET SI
CHACUN PREND SES RESPONSABILITÉS**

<http://artdevivre.over-blog.com/article-2434090.html>
www.alliance-pour-la-sante.com
<http://www.etonnants-voyageurs.com/spip.php?article5002>
www.animavie.org
<http://www.robindestoits.org>
<http://www.youtube.com/watch?v=03gfl-tgrG8>
<http://sauvezlecoleprimaire.fr/video>
http://www.couplan.com/fr/contact/Newsletter/lettre_infos_couplan_9.pdf
<http://www.idph-videos.com/nos-enfants-nous-accuseront.htm>
<http://www.nouvelledonne.fr>
www.institutpourlajustice.com
www.touscandidats2012.fr
<http://www.fondation-nature-homme.org/>
www.pouruneconstituante.fr
<http://www.20minutes.fr/article/911075/eco-resistants>
www.amisdelaterre.org
www.actionconsommation.org
www.negawatt.org
www.roosevelt2012.fr
www.agirpourenvironnement.org
<http://www.clubofrome.org/?p=3392>
<http://www.intelligence-collective.net/>
<http://www.alimentons-les-regions.fr/>
http://www.dailymotion.com/video/xpo1fo_etienne-chouard-agera-fm-16-mars-2011-le-tirage-au-sort-des-elus_news#from=embediframe
www.heol2.org
www.villesentransition.org

www.alliance-ecologiste-independante.fr
www.jeanmarcgovernatori.fr
www.reseau-amap.org
www.projetsencampagne.com
www.actionconsommation.org
<http://fr.freecycle.org>
<http://kokopelli.asso.fr>
www.lanef.com
<http://monnaie-locale-complementaire.net>
www.revolution-fiscale.fr
<http://terredeliens.org>
www.uneseuleplanete.org
<http://topten.wwf.fr>
www.artisansduchangement.tv

Achévé d'imprimé en France, sur papier recyclé
pour le compte d'InLibroVeritas, Septembre 2012
ISBN : 978-2-35209-546-0